


Les socialistes étaient-ils démunis face à la Première Guerre mondiale?

Publication: 14/07/2014 07h20

0

 J'aime 98 personnes aiment ça. Soyez le premier de vos amis.

Sous le titre "Persévérant effort", Jean Jaurès réaffirme dans la *Dépêche* du 22 juillet 1914 sa confiance absolue dans "l'efficacité morale" de l'Internationale qui, par la grève générale, doit écarter l'orage menaçant de la guerre. Un regard rétrospectif éclaire en contre-jour cette illusion d'une ironie macabre: inexorables, les jours et les heures s'égrènent pour jeter l'Europe dans l'abîme, ôtant aux individus toute force, même collective. Sans être inconscients de la guerre qui vient, les contemporains sont rattrapés par une histoire qui s'emballe, où chaque péripétie change le sens des événements. Les résolutions votées au congrès extraordinaire tenu il y a un siècle se heurtent à l'urgence, rendant impossible toute anticipation malgré les efforts.

Les socialistes dansent

L'organisation du congrès extraordinaire avait été décidée par le Conseil national de la SFIO le 13 octobre 1913. L'année suivante s'annonçait chargée par les élections des 28 avril et 10 mai, et le congrès de l'Internationale en août. Pour alléger l'ordre du jour, les discussions sont poursuivies en deux temps : le congrès d'Amiens, du 25 au 28 janvier 1914, est consacré aux questions électorales ; le congrès extraordinaire de juillet aux questions internationales.

Lire aussi:

- Fête nationale du 14 juillet: le programme des festivités et le centenaire de la Première Guerre mondiale
- Fête nationale du 14 juillet: en 1914, l'armée défilait à Longchamp à 15 jours du début de la Première Guerre mondiale

Le congrès n'a donc pas été convoqué devant l'urgence de la crise diplomatique. La SFIO est plus soucieuse de marquer l'avancée électorale réalisée aux élections du printemps, qui ont donné 102 députés au parti. Il faut donner à cette victoire l'éclat du triomphe, et une fête populaire est organisée à Pavillons-sous-Bois le 12 juillet. Comme l'écrit Louis Dubreuilh dans *l'Humanité* du 6 juillet, "le parti, à la fois acteur et spectateur, passera une revue complète de ses forces".

Le parti se met donc en scène en soignant son décor, fort opportunément jalonné des allées Karl Marx, Proudhon, Fourier et August Bebel. Dès le matin, les militants affluent en famille, par le train ou le tramway, assistent aux concours de pêche, concerts des harmonies socialistes, comédie-bouffe, tournois sportifs. Ces divertissements, loin d'amuser le chaland, doivent d'abord montrer que la SFIO est un milieu culturel et social autant qu'un parti politique. Dans l'après-midi les cent députés socialistes arrivent en cortège avec drapeaux et musique sur le lieu de la fête, avant qu'une pluie déluvienne ne perturbe la célébration: des dix tribunes aménagées pour les discours seules trois sont utilisées, et beaucoup quittent précipitamment les lieux. Le demi-échec ne décourage pas et la fête des Cent-Elus est saluée comme le signe d'une mobilisation renforcée des socialistes, que le congrès doit montrer.

Guerre à la guerre

Le congrès extraordinaire le 14 juillet s'ouvre dans cet état d'esprit, pour discuter les questions du congrès international de Vienne. Après quelques discussions sur la vie chère, après quelques résolutions contre les prisons russes, le chômage et l'alcoolisme, commence le 15 juillet le débat crucial sur l'impérialisme et la guerre.

Malgré les circonstances troublées, la question de l'attitude des socialistes face à la guerre est un serpent de mer des congrès internationaux. En 1907 à Stuttgart, les délégués avaient recommandé l'arbitrage international, sans préciser davantage. Les réticences de la social-démocratie allemande avaient été très fortes, puisqu'elle craignait d'exposer le parti à la répression.

En 1910, à Copenhague, le Britannique Keir Hardie et le Français Edouard Vaillant avaient proposé la motion suivante : "le congrès considère comme particulièrement efficace contre la guerre la grève générale ouvrière, surtout dans les industries qui fournissent à la guerre ses instruments (armes, munitions, transports)". Cette fois, la social-démocratie allemande avait renvoyé le texte à l'examen des sections nationales pour une discussion ultérieure : c'est sur cette motion que le congrès doit se prononcer.

Bataille à fronts renversés

Or, si la question n'est pas neuve, les positions adoptées surprennent. Jules Guesde et ses partisans s'opposent à la grève générale qui met la nation la plus socialiste, celle qui choisit de briser l'effort de guerre, à la merci de la nation la plus réactionnaire. Derrière cet argument sourd une méfiance profonde devant les atermoiements des sociaux-démocrates allemands, alors que les guesdistes, principaux avocats du marxisme en France, avaient toujours considéré le SPD comme un modèle. Gustave Hervé, l'antimilitariste militant, combat quant à lui la grève générale et défend le rapprochement franco-allemand par des réformes.

A fronts renversés, c'est donc Jaurès, surtout, qui soutient la motion Keir-Hardie Vaillant. Le paradoxe est souligné par les participants eux-mêmes qui s'étonnent que la grève générale soit défendue par les modérés. Jaurès devenu insurrectionnel? La réalité est moins simple : la grève générale doit mener à l'arbitrage et non à l'insurrection et consiste, comme il l'écrit le 18

juillet dans L'Humanité, "à faire l'effort maximum pour assurer la paix, et si cette guerre éclate malgré nous, à faire l'effort maximum pour assurer l'indépendance et l'intégrité de la nation". Finalement, c'est le texte de Jaurès qui est adopté avec 1690 voix: "Entre tous les moyens employés pour prévenir et empêcher la guerre et imposer aux gouvernements le recours à l'arbitrage, le Congrès considère comme particulièrement efficace la grève générale ouvrière, simultanément et internationalement organisée, dans les pays intéressés, ainsi que l'agitation et l'action populaire sous les formes les plus diverses".

Tout comme la fête du 12 juillet, le congrès se sépare le 16 juillet en cadence imparfaite. Certes, l'enthousiasme du succès électoral conduit à soutenir la grève générale, mais les débats montrent aussi que la confiance s'émousse: l'action concertée devient une partie de poker dans laquelle celui qui agira le premier perdra l'avantage. Que les Allemands commencent la grève générale, la France suivra ensuite !

C'est l'annonce de l'ultimatum de l'Autriche-Hongrie à la Serbie le 23 juillet qui sape définitivement la confiance nécessaire à la grève générale. Les événements se succèdent en accéléré, les informations contradictoires voilent l'issue de la crise d'un nuage de brume, et Jaurès modifie encore ses positions : plus que la grève générale, c'est l'arbitrage et la pression sur les gouvernements qui doit préserver la paix. La confiance proclamée le 22 juillet n'est plus de mise, et le titre de son dernier article, publié dans La Dépêche la veille de sa mort, est révélateur. Dans "L'oscillation au bord de l'abîme", c'est le doute qui gagne: "Aurons-nous la guerre universelle? Aurons-nous la paix? Les nouvelles obscures succèdent aux nouvelles obscures comme de sombres nuées dans un ciel chargé d'orage ; des éclaircies d'une heure se produisent, et la confiance un moment ranimée défaille de nouveau sous quelque télégramme menaçant ou ambigu. Aussi je me garderai bien de risquer aujourd'hui un pronostic, rassuré ou inquiet, qui pourrait être démenti tout à l'heure".

Un texte écrit par Emmanuel Jousse, historien, expert auprès de la Fondation Jean Jaurès, pour Le Huffington Post.

